

Action syndicale
**Bruno Le Maire,
fossoyeur de
l'agriculture**



L'État français veut-il encore de nous ?

L'élevage de ruminants français, comme nos territoires sur lequel il est implanté, se trouve indéniablement à un tournant de son histoire : il est donc plus urgent que jamais de s'employer à offrir des perspectives claires et assumées aux jeunes générations qui auront la responsabilité de pérenniser cette activité, tout en œuvrant en faveur de notre souveraineté alimentaire, de la protection de l'environnement et de l'animation de nos territoires.

La forte baisse de production de lait et de viandes en France, couplée aux départs massifs d'éleveurs à la retraite attendus dans les cinq prochaines années, font peser une menace sans précédent sur ce secteur.

Il est indispensable de comprendre que sur notre territoire, nous n'avons pas le choix de l'élevage. Si cette activité est présente depuis plusieurs siècles en Aveyron c'est en grande partie dû au relief, au climat, aux sols et non à une seule volonté politique.

Nous faisons souvent écho d'inquiétudes de la part des agriculteurs face à un environnement réglementaire, climatique, économique instable. Aujourd'hui, c'est plus qu'une inquiétude conjoncturelle qui habite les agriculteurs aveyronnais mais une réelle anxiété structurelle.

Les remises en cause incessantes de la part des plus hauts responsables de l'Etat de notre activité et de notre savoir-faire est INNACCEPTABLE alors que l'on entend parler chaque jour de souveraineté alimentaire, de biodiversité...

Nous avons la sensation que les discours sur le renouvellement des générations ne sont que du formalisme. Les dirigeants ont-ils réellement conscience de la nécessité de maintenir des agriculteurs nombreux sur les territoires ?





Loi EGAlim et pouvoir d'achat



Bruno Le Maire

20 juin

"Pouvoir d'achat : ça y est, les prix baissent dans tous les rayons".

C'est un bon début ! Le poids de l'inflation doit être partagé. Les industriels qui le peuvent doivent continuer à baisser les prix.

© Tweet Bruno Le Maire



Quelques mois plutôt, en visite au Salon de l'Agriculture, mars 2023, Bruno Le Maire affirmait :

*« Nous sommes le seul pays en Europe à avoir un dispositif de protection du revenu des producteurs, qui a prouvé son efficacité mais s'il y a des propositions ici au Salon de l'agriculture de renforcement de cette loi, nous sommes prêts à travailler dessus. Il ne s'agit pas d'avoir les prix les plus bas possibles sur tous les produits sans exception, il faut juste offrir une porte de sortie à tous les consommateurs qui aujourd'hui peinent à boucler les fins de mois ».**

Redonner du pouvoir d'achat aux consommateurs ne doit pas se faire au détriment du revenu des agriculteurs comme le pense Bruno Le Maire.

Jusqu'à présent, les éleveurs sont la variable d'ajustement des industriels et de la distribution. Cela doit s'arrêter sinon nous assisterons à la fin de l'élevage français qui décline déjà depuis plusieurs années.

Nous demandons une application stricte des lois EGAlim 1 et 2, garantes d'une répartition plus équilibrée de la valeur dans la chaîne alimentaire.

La construction du prix en marche avant, avec la prise en compte des indicateurs de coûts de production dans les contrats, est le premier niveau indispensable du dispositif. L'Etat doit faire respecter sa loi et des contrôles doivent s'opérer sans délais.

L'État doit également arrêter de cibler l'alimentation comme levier pour gagner en pouvoir d'achat.

*<https://www.pleinchamp.com/actualite/bruno-le-maire-le-revenu-c-est-la-condition-d-attractivite-du-metier>



Le gasoil non routier (GNR)



Bruno Le Maire

7 septembre

« Nous supprimerons la niche fiscale sur le gazole non routier tout simplement pour faire basculer notre fiscalité d'une fiscalité brune – c'est une fiscalité qui incite à consommer des énergies fossiles, donc c'est mauvais pour le climat – à une fiscalité qui valorise les investissements verts. »



Bruno Le Maire au micro de France Inter



Est-ce que la suppression de la niche fiscale est synonyme de carburant vert ?

Les agriculteurs ont toujours su s'adapter et s'engager pour être acteurs de la transition agroécologique. Dès 2011, pour des raisons environnementales, ils ont remplacé le fioul domestique par du gazole non routier car sa teneur en soufre était plus faible. La combustion du GNR est moins polluante.

Depuis plusieurs années nous demandons au gouvernement des alternatives au GNR (carburants verts, hydrogène,...) mais ces demandes sont toujours restées sans réponse.

Aujourd'hui, la suppression de la niche fiscale n'a aucun impact sur la transition écologique, elle a pour seul objectif d'augmenter les taxes payées par les agriculteurs, sans aucun effet sur la consommation de gazole non routier, ni sur son impact carbone.

Le gouvernement obtient alors un meilleur rapport sur son budget vert, en améliorant l'impact environnemental des crédits budgétaires et des dépenses fiscales, inscrit dans le projet de loi finances.

Les agriculteurs sont des acteurs de la transition énergétique (énergies renouvelables), mais il est hors de question que cela se fasse au détriment de leur revenu. Le monde agricole est à bout, usé par des contraintes, des normes inadaptées, des annonces, des rapports, des tweets, des accords qui se cumulent les uns sur les autres et se contredisent, engendrant à l'échelle européenne une concurrence déloyale.

La sortie de ce dispositif est une menace importante pour la compétitivité des exploitations. Pour rappel, les charges des agriculteurs ont augmenté de 35 % sur 2 ans. La perte de la défiscalisation représenterait une hausse des charges, en moyenne, de 3500 € pour une exploitation de 70 hectares.

Nous ajoutons encore un poids économique pesant sur les exploitations agricoles, il serait peut-être temps d'arrêter les contre-discours en joignant les paroles aux actes !



Les protéines végétales



Bruno Le Maire

17 mai

« Le saviez-vous ? 100g de protéines végétales génèrent de 60 à 90 % de gaz à effet de serre en moins que 100g de protéines animales. »



© Tweet Bruno Le Maire



Une pierre de plus dans l'entreprise de destruction de l'élevage ruminant français.

Comment ne pas être excédé face à une déclaration remettant en cause l'ensemble d'un secteur économique, des savoir-faire et des filières ? Les campagnes anti-viandes, les actes de vandalisme, les discours erronés sur la production agricole ne suffisaient pas ?

Cette affirmation est scientifiquement fautive mais elle est encore une fois une pierre de plus dans l'entreprise de destruction de l'élevage ruminant français.

Les gaz à effet de serre ne peuvent pas servir d'argument alors que la politique globale menée par le gouvernement encourage à des pratiques au bilan carbone désastreux comme l'importation de viande via les accords internationaux récemment ratifiés (CETA, MERCOSUR,...) pour laquelle les conditions de production ne se soucient peu ou pas de la durabilité des systèmes agricoles.

Le stockage du carbone par les prairies a été prouvé, éprouvé et approuvé. Tout le monde s'accorde à dire qu'elles limitent les émissions de gaz à effet de serre en stockant le carbone, qu'elles sont sources d'une biodiversité phénoménale, qu'elles dessinent les paysages et contribuent à fabriquer des produits de qualité.

Nos territoires n'ont pas besoin que les membres du gouvernement deviennent commerciaux pour des produits végétaux ultra-transformés dont les qualités nutritionnelles sont plus discutables et souvent importés d'Amérique du Sud.



L'élevage produit de la viande, du lait, de la laine, du cuir mais façonne aussi des paysages et porte une économie rurale dont les gouvernements se soucient finalement peu. Arrêtons d'opposer l'inopposable : les protéines végétales sont nécessaires à l'élevage et l'élevage est nécessaire à la production végétale. Les effluents de l'élevage sont des fertilisants naturels reconnus pour leur efficacité. Se passer ou réduire l'élevage c'est dire adieu à des bioressources et donc encourager la chimie tant décriée sur les exploitations françaises...

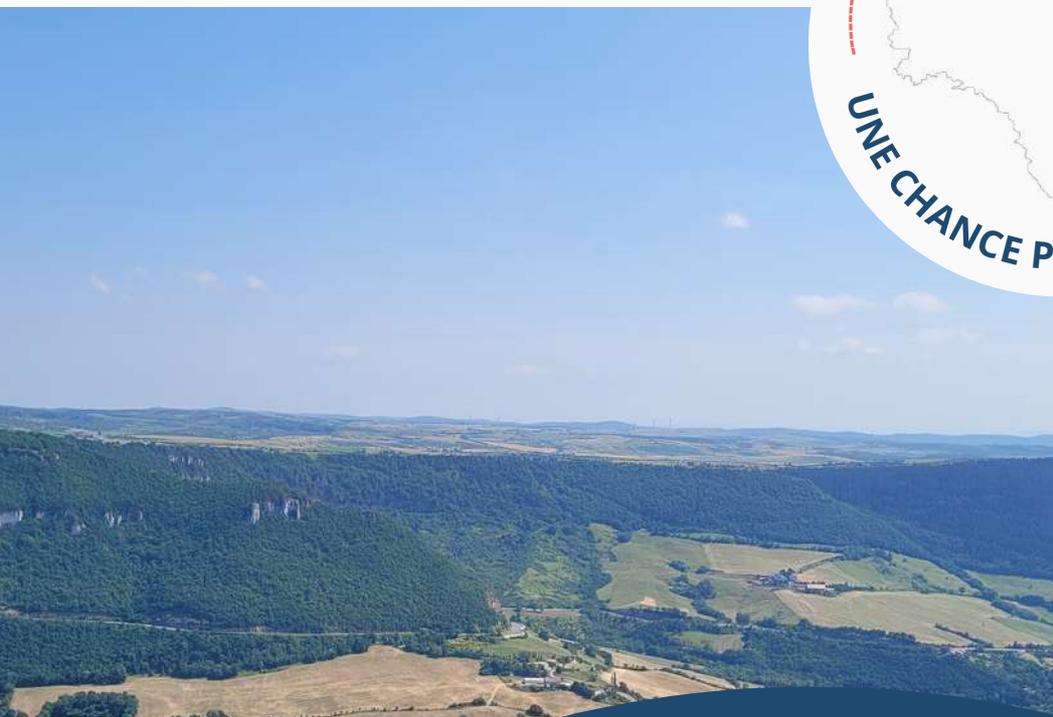
Aurons-nous l'honneur un jour de bénéficier d'une politique agricole qui ne se satisfait pas de petites phrases mais d'une analyse globale de notre secteur ?

Nous voulons un cap !

La préservation de systèmes d'élevage durables sur nos territoires dépendra de la capacité de la France à mettre en cohérence l'ensemble des politiques publiques qui impactent le secteur. A l'heure actuelle, cette cohérence est loin d'être établie ! Au contraire, les objectifs de politiques publiques nationales et européennes agricoles, environnementales et commerciales se contredisent. Baisse de la production ? Souveraineté alimentaire ? Libéralisation des échanges mondiaux et importations croissantes de viandes ne respectant pas les normes de production sanitaires et environnementales européennes ? Les perspectives pour les éleveurs sont illisibles.

Nous souhaitons donc qu'un cap politique clair soit assumé, en France, en faveur de la protection des systèmes d'élevage durables et que l'ensemble des décisions politiques affectant le secteur, à toutes les échelles, convergent dans cette direction.

Nous demanderons au préfet de faire remonter l'anxiété globale avec la même intensité et la même sincérité que nous lui ferons remonter.



Contacts presse :

Laurent Saint Affre, président de la FDSEA de l'Aveyron : 06 14 36 52 42
Michaël Garrigues, co-président des Jeunes Agriculteurs Aveyron : 06 47 95 39 31
Julien Tranier, co-président des Jeunes Agriculteurs Aveyron : 06 17 05 96 89
Nathalie Puech, chargée de communication à la FDSEA de l'Aveyron : 07 69 20 22 86

Septembre 2023